



Budget 2026 : à nous d'imposer notre 49.3 par nos grèves et par nos luttes

Alors qu'il avait juré qu'il ne gouvernerait pas à coup de 49.3, Lecornu vient d'y recourir pour faire passer son budget. S'asseoir sur une promesse de plus, pas de quoi émouvoir tout ce petit monde politicien qui a mis toute son énergie dans des marchandages parlementaires. La France a un budget, voilà les marchés financiers, et tous les capitalistes, rassurés. Mais pour les travailleurs et les travailleuses, c'est une déclaration de guerre.

Un budget de casse sociale

C'est le PS lui-même qui a encouragé Lecornu à recourir au 49.3 : quoi de plus commode pour faire passer ce budget impopulaire, sans avoir à le voter ? Le chef de file du PS, Olivier Faure, n'hésite pas à parler des « victoires obtenues ». Quelles seraient ces victoires, qui ont acheté le consentement du PS et permis au gouvernement d'échapper à la censure ? La « prime d'activité », versée par les CAF (donc la Sécurité sociale) à laquelle peuvent postuler les salariés les moins payés augmentera de 50 euros par mois. C'est toujours ça que les patrons n'auront pas à déboursier pour obtenir une main-d'œuvre sous-payée, sans augmenter les salaires. Autre os à ronger, lancé à tous ceux qui prétendent avoir obtenu un « budget de compromis » : 500 emplois supplémentaires pour accompagner les élèves en situation de handicap pour l'Éducation nationale. Mais ces emplois d'accompagnant d'élèves

en situation de handicap (AESH) sont eux aussi sous-payés, avec temps partiels imposés, et peinent à recruter. Et on passe sous silence les 4 000 suppressions de postes prévues côté enseignants. Le repas à un euro pour les étudiants veut lui aussi faire oublier la grande misère des Crous, sous-financés pour loger et nourrir les étudiants. De même pour le budget de la Sécurité sociale, notoirement insuffisant alors que les difficultés rencontrées par l'hôpital public mettent des vies en danger, comme pour les ministères de la Justice, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.



Le pactole pour les patrons

Mais pas d'austérité pour les plus riches et les grosses entreprises. La taxe Zucman, pourtant très modérée, a suscité un tir de barrage généralisé. Quant à la taxe sur les plus hauts revenus, créée en 2025, elle a été un fiasco total, rapportant cinq fois moins que prévu. Pour ces très riches, gagnant plus de 250 000 euros par an pour un célibataire, l'évasion fiscale et autres contournements sont un jeu d'enfant. Le patronat pleure la bouche pleine parce que les 300 plus grosses entreprises devront verser 6,3 milliards de « surtaxe ». Pas cher payé, quand on

sait que les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2025 ! Ce sont surtout les patrons de l'armement, Dassault et autres Safran ou Thales, qui touchent le jackpot avec 6,7 milliards d'euros de plus qu'en 2025 pour le budget de la Défense.

Ils profitent, mais c'est nous qui produisons tout !

On ne parle plus de ces 211 milliards d'euros d'aides diverses versées aux entreprises par l'État, que ce nouveau budget ne remet pas en question. 211 milliards empochés chaque année au nom de la création d'emploi, alors que les entreprises ne cessent d'en supprimer : 700 licenciements chez Brandt, 2 400 suppressions d'emplois chez le géant de l'informatique Capgemini, des licenciements prévus en masse dans le secteur bancaire, pour ne parler que des annonces les plus récentes. Face à ces attaques incessantes, le monde capitaliste et les politiques à son service craignent la colère de la classe ouvrière. C'est bien pour cela qu'en ce moment même, les députés examinent une proposition de loi pour « suspendre » le droit de grève trente jours par an dans les transports, avec l'intention évidente de généraliser cette limitation de notre droit à nous défendre.

Licenciements, conditions de travail et de vie, bas salaires : nous avons toutes les raisons de rendre coup pour coup.

MEETING

Des listes ouvrières et révolutionnaires

Avec l'interventions
de nos candidats et
nos porte-paroles :

Blandine CHAUVEL,
Gaël QUIRANTE,
Selma LABIB

19 Fév

19 H 30

**Espace
Charenton**
327 rue de
Charenton,
75012 PARIS

Le technicentre d'Annemasse en grève

Face au sous-effectif dans leur atelier de maintenance et au sous investissement de la SNCF, les cheminots du technicentre d'Annemasse (Haute-Savoie) sont en grève depuis lundi dernier. Si la direction a rapidement accepté l'ouverture de nouveaux postes, les grévistes, réunis en AG, ont décidé de continuer, avec des revendications sur la vie chère, un frein majeur au recrutement de nouveaux cheminots. Bel exemple à suivre !

Déraillement d'Adamuz : rendre hommage sans changer de voie

En réaction à la catastrophe ferroviaire du 18 janvier, chacun affiche sa commémoration pendant que l'enquête avance. 3 jours de deuil pour le gouvernement le 19 janvier, 5 minutes de silence à la RENFE le 20 et une visite royale le même jour.

En miroir, les cheminots espagnols organisent une grève du 9 au 11 février pour porter leurs revendications : exiger la responsabilité pénale des responsables des accidents d'Adamuz et de Gelida.

En effet, à rebours des déclarations de pure forme, ils alertaient depuis août dernier que les voies vieillissantes souffraient de nombreux

désordres qui provoquaient des pannes à répétition.

Dans un contexte de vieillissement du réseau français, n'attendons pas que nos dirigeants versent des larmes de crocodile en notre honneur et exigeons la sécurité de ceux qui sont en première ligne.

Les bancs vides nous attaquent

Une commission de députés vient d'approuver un projet de loi du Sénat, visant à interdire aux travailleurs des transports de faire grève sur certaines périodes, et d'allonger les délais de D2I à 72h. Vu que c'est notre meilleure arme, on comprend qu'ils en aient peur.



Trump et la paix impériale

Alors que le monde marche à la guerre, que Trump construit son

trône sur le génocide du peuple palestinien, le voilà qui promeut un « Conseil de la paix ». Pour le guerrier Trump, la paix ne sert qu'à consolider la stabilité impérialiste entre deux guerres et à légitimer les tutelles coloniales. Une paix ensanglantée, qui prétend « mettre fin aux conflits » tout en les alimentant politiquement, économiquement et militairement.

Un milliard de dollars, c'est le prix pour intégrer ce conseil de guerre, des possédants contre les pauvres.

Face à cette offensive réactionnaire et impérialiste, le freiner devient une urgence.

ICE assassins

Après le meurtre de Renée Good à Minneapolis le 7 janvier, c'est Alex Pretti, infirmier de 37 ans qui s'est fait assassiner par l'ICE, la police aux frontières que Donald Trump emploie pour terroriser la population d'origine hispanique aux États-Unis, ainsi que celles et ceux qui s'opposent à cette politique raciste. Ce nouveau crime soulève la colère de la population de Minneapolis et de nombreuses autres villes dans le pays : des centaines de milliers de personnes descendent dans les rues pour crier « ICE out », et une grève générale a déjà été organisée à Minneapolis.